

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAN, IRAK

N° 010 – du 7 mars au 14 mars 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : TERRITOIRES PALESTINIENS - SITUATION ÉCONOMIQUE 5 MOIS APRÈS LE DÉBUT DU CONFLIT

Alors que les perspectives économiques étaient déjà critiques avant le début du conflit, celui-ci affecte sévèrement plusieurs fondamentaux de l'économie palestinienne. Depuis le 7 octobre 2023, le niveau d'activité économique a connu une baisse de près de 50%, principalement du fait de la réduction des échanges avec Israël et des contraintes en matière de circulation des biens et des personnes, notamment en Cisjordanie. Alors que la croissance était estimée à +3,2% avant le conflit, le PIB post-conflit devrait être marqué par une récession de -6,4%, selon les dernières estimations de la Banque Mondiale. Malgré le niveau de capital humain élevé de son secteur privé, le marché du travail palestinien n'est pas en mesure d'absorber la croissance de la population active ni les 200 000 travailleurs palestiniens en Israël dont les permis sont désormais suspendus. Le taux de chômage pourrait augmenter de 13% à 30% à court terme en Cisjordanie et de 45% à 85% à Gaza. L'accélération de l'inflation devrait par ailleurs s'accroître en 2024 : l'indice des prix à la consommation a augmenté de +19% en janvier 2024 par rapport à janvier 2023, selon le Bureau central des statistiques palestiniennes, principalement du fait de la situation à Gaza (augmentation de +72% à Gaza, +5,5% en Cisjordanie et +4,4% à Jérusalem).

LE CHIFFRE À RETENIR

516 M \$

DÉFICIT BUDGÉTAIRE
EN 2023

La dégradation de la situation socio-économique de la bande de Gaza est particulièrement grave et préoccupante. Gaza est historiquement moins développée que la Cisjordanie et Jérusalem-Est (PIB par habitant de moins de 2000 USD, contre 4000 USD en Cisjordanie) et le conflit provoque une crise d'ampleur supplémentaire. Selon les évaluations de la Banque mondiale, plus de 70% des infrastructures ont été détruites depuis le 7 octobre 2023.

La situation alarmante de l'Autorité palestinienne (AP) fait peser des pressions supplémentaires sur le système économique et financier. L'AP fait en effet face à une triple pression sur ses recettes : **i)** les retenues croissantes, de la part du gouvernement israélien, sur ses recettes douanières (clearance revenues) ; **ii)** la diminution des recettes fiscales locales, de plus de 50% du fait de la chute de l'activité économique et enfin, **iii)** une conditionnalité accrue sur l'aide internationale qui a par ailleurs diminué de près de 80% depuis 2010. Selon la Banque Mondiale, le déficit budgétaire de l'Autorité palestinienne pour l'année 2023 s'élève à 516 M USD (soit 3% du PIB) alors qu'il était de 106 M avant le conflit. Dans ce contexte, l'AP a recours aux banques locales, qui sont de plus en plus exposées au secteur public.

Bien que le secteur bancaire palestinien soit traditionnellement correctement capitalisé, provisionné et supervisé, le conflit induit des risques sur sa soutenabilité globale et sur sa capacité à financer les entreprises dans un contexte de resserrement potentiel du crédit. Captives d'un climat d'incertitude politique et d'exposition accrue au risque, faute de pouvoir accéder au crédit sur le marché international et dans un contexte de tarissement d'entrée de devises, les banques peinent à répondre aux besoins de financements. En Cisjordanie, le principal risque pour les banques provient des prêts des 200 000 Palestiniens qui travaillaient en Israël et dont les permis ont été révoqués (hormis 5000 à 7000 d'entre eux rappelés dans le secteur agricole). Cette perte de salaire est un risque à la fois pour le remboursement de ces prêts et pour la survie financière des foyers.

Service Économique de Jérusalem

RÉGION

1. BILAN ET PERSPECTIVES DES MARCHÉS DU TRAVAIL AU PROCHE-ORIENT.

Selon le dernier rapport de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) portant sur les perspectives sociales et d'emploi dans les États arabes, les pays arabes non-golfiques souffrent considérablement de l'instabilité sécuritaire et économique actuelle. En particulier, le conflit au Proche Orient a eu des effets considérables sur l'emploi des Palestiniens, avec une estimation de 468 000 emplois supprimés, soit 66 % de l'emploi total dans la bande de Gaza et 32 % de l'emploi en Cisjordanie. Dans l'ensemble des États arabes, le taux de chômage devrait s'établir à 9,8 %, soit un niveau supérieur à la période pré Covid-19. Le monde arabe connaît donc, toutes régions du monde confondues, le taux d'inactivité le plus élevé. Les marchés du travail du Proche-Orient souffrent en particulier **(i)** de la faiblesse du secteur privé et de la surreprésentation des emplois publics ; **(ii)** du manque de diversification économique et de dynamisme du secteur manufacturier ; **(iii)** du niveau d'informalité de l'économie, en particulier pour l'emploi des jeunes ; et **(iv)** de l'instabilité macro-économique. Certains pays de la région connaissent en effet des difficultés à surmonter des crises économiques profondes, tel que le Liban dont le phénomène de fuite des cerveaux s'est accentué, et qui souffre d'un taux de chômage de 40% (contre 11% en 2019), et même de 48% pour les jeunes.

ÉGYPTE

1. MOODY'S CONFIRME LA NOTE SOUVERAINE DE L'ÉGYPTE À « CAA1 » ET RÉVISE SA PERSPECTIVE DE NÉGATIVE À POSITIVE.

L'agence de notation Moody's a [annoncé](#) le 7 mars revoir sa perspective de négative à positive, tout en confirmant la notation souveraine de l'Égypte à « Caa1 ». Cette annonce résulte principalement de l'investissement de 35 Mds USD par le fonds souverain émirien ADQ et des récentes décisions prises par la Banque Centrale d'Égypte (hausse des taux directeurs de 600 points de base et engagement en faveur de la libre fluctuation de la monnaie) qui ont permis au pays de signer un accord au niveau des équipes techniques sur les deux premières revues du programme FMI dont le montant se voit porté à 8 Md USD. Tout en invoquant un « rééquilibrage macroéconomique » et le renforcement de la « résilience de l'économie »,

Moody's alerte cependant sur la persistance des fragilités de l'économie égyptienne, notamment la pénurie de devises et le poids de la dette. Enfin, l'agence de notation a également [révisé](#) le 12 mars ses perspectives de notation des dépôts à long terme de cinq banques locales, de négative à positive (National Bank of Égypte, Banque Misr, Banque du Caire, CIB et Bank of Alexandria), citant l'impact positif attendu sur le secteur bancaire des récentes évolutions du cadre macroéconomique.

Agence	Notation	Perspective	Dernière révision
Moody's	Caa1	Positive	mars-24
Standards & Poors	B-	Stable	oct-23
Fitch	B-	Stable	nov-23

2. ACCORD FMI.

Le Premier Ministre égyptien Moustafa Madbouli a effectué une [série de déclarations](#) au lendemain de la signature de l'accord avec les équipes techniques du FMI intervenue le 6 mars. Tout d'abord, les objectifs budgétaires ont été revus à la hausse, fixant pour l'exercice 2024/25 un objectif d'excédent primaire à 3,5 % du PIB (initialement prévu à 2,3 %) et la réduction du ratio de la dette à moins de 80 % sur les trois prochaines années, qui serait en partie couverte par 50 % des recettes du programme de cession des actifs publics. Le Premier Ministre a également fait part de changements dans l'octroi de certaines subventions : l'enveloppe pour les subventions au carburant ainsi que le prix du pain subventionné devrait rester inchangé pour cet exercice budgétaire, alors que les prêts bonifiés mis en place l'année dernière en faveur des secteurs de l'industrie et de l'agriculture seraient supprimés. Enfin, l'investissement public serait plafonné dès le prochain exercice à 280 Mds EGP (5,7 Mds USD) pour le Ministère des Finances et 1000 Mds EGP (20 Mds USD) pour la totalité des investissements publics extrabudgétaires.

3. IMPACTS DES DERNIÈRES ANNONCES SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'ÉGYPTE.

Alors que les obligations égyptiennes libellées en monnaie locale se classent désormais au troisième rang parmi les 23 économies en développement, le récent flux entrant de portefeuille constituerait selon Bloomberg « la dernière pièce du puzzle de financement pour l'Égypte ». De surcroît, JP Morgan a récemment recommandé l'achat de Bons du Trésor égyptien à un an, autre signe que la dette égyptienne serait à nouveau considérée attractive par les investisseurs étrangers après l'annonce du flottement de la livre et de la hausse des taux

directeurs. Enfin le secteur bancaire réagit également aux annonces, par le lancement de certificats de dépôt à taux d'intérêt élevé (Banque Misr et Banque Nationale d'Égypte), mais également l'assouplissement des restrictions sur les limites d'utilisations des cartes bancaires (CIB) décidé à la demande de la Banque Centrale d'Égypte de lever progressivement les restrictions sur les transactions en devises étrangères. Aussi, dès l'annonce de la signature de l'accord avec le Fonds Monétaire International, les banques ont échangé plus d'1 Md USD sur le marché interbancaire, notamment pour couvrir les importants arriérés de financement des importations de produits de base.

4. DÉCLARATION COMMUNE POUR LE CLIMAT DANS LE SECTEUR DU BÂTIMENT.

Les 7 et 8 mars s'est tenu le premier Forum Mondial Bâtiments et Climat organisé par le gouvernement français et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Dédié à la décarbonation et à la résilience climatique des bâtiments, ce forum a réuni plus de 1400 participants et a abouti à l'adoption par les représentants de **70 pays, dont l'Égypte**, de la « [Déclaration de Chaillot](#) », texte fondateur d'une coopération internationale qui va permettre d'avancer vers une transition rapide, juste et efficace du secteur.

IRAK

1. POWERCHINA SE VOIT CONFIER LE PROJET DE DÉSALINISATION DE BASSORA.

Le 13 mars, le bureau du Premier Ministre a confié le projet de désalinisation d'eau de mer à Bassora à l'entreprise chinoise PowerChina, en consortium avec le groupe irakien Al-Rida. L'usine permettrait de traiter 1 M de m³ d'eau par jour. Aucun montant n'a été dévoilé, mais ce projet faisait précédemment l'objet de négociations avancées avec le groupe britannique Biwater, en consortium avec Samsung, Wood Group et Al-Rida, pour un montant de 3 Mds USD. La potabilisation de l'eau est un enjeu majeur en Irak et en particulier dans le sud du pays. En effet, le Chatt el-Arab (formé par la confluence du Tigre et de l'Euphrate), y pâtit d'un débit faible et d'une pollution importante dus aux utilisations en amont ainsi que d'une remontée d'eau salée du Golfe Persique. La présence des entreprises chinoises est de plus en plus marquée en Irak, dans tous les secteurs (pétrole, industrie, éducation). Pékin et Bagdad ont signé en 2019 un accord prévoyant la création d'un fonds « pétrole contre infrastructures » abondé par 150 000 barils/jours, qui

simplifie le financement de projets portés par des entreprises chinoises – dans un cadre cependant très opaque.

2. SIGNATURE D'UN MOU AVEC ASTRAZENECA POUR LE TRAITEMENT DES CANCERS.

Le groupe pharmaceutique britanno-suédois AstraZeneca a signé un MoU avec le ministère de la Santé irakien portant sur l'introduction de diagnostics et de traitements innovants contre le cancer. La collaboration entre AstraZeneca et le ministère de la Santé vise à la sensibilisation des patients à l'importance de recourir à des tests de diagnostics précoces et à la formation des personnels de santé.

IRAN

1. INVESTISSEMENTS DANS LA PRODUCTION GAZIÈRE.

Le Ministre du pétrole a annoncé le 10 mars dernier la signature de contrats entre la *Pars Oil and Gas Company* et des entreprises nationales – dont le consortium Khatam al-Anbiya, le groupe industriel MAPNA et Pétropars – pour un total de 20 Mds\$, visant à augmenter la pression dans le champ gazier de South Pars – partagé avec la Qatar, qui exploite plus intensément sa parcelle - afin d'augmenter le niveau d'extraction de gaz naturel. Le Ministre a ainsi indiqué que ces investissements augmenteraient de 90 000 Mds de pieds cubes la production de gaz et de 2 Mds de barils celle de condensats. Le Ministre estime qu'au total ces investissements généreront 900 Mds\$ de revenus gaziers supplémentaires par rapport à la production actuelle.

2. LA FUITE DES CAPITAUX À SON PLUS HAUT NIVEAU DEPUIS 2019.

Selon des données publiées par la Banque Centrale, le déficit du compte des capitaux du pays s'élevait à 15,4 Mds\$ sur les six premiers mois de l'année 2023/2024, soit son plus haut niveau depuis 2018/2019 – année du retrait américain du JCPOA et du repli massif subséquent des investissements occidentaux. À titre de comparaison, ce déficit était de 15,1 Mds\$ sur l'année entière 2022/2023, ce qui représente – à période équivalente – une augmentation du déficit de 104%.

3. LE JAPON PRÊT À RENFORCER SA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE AVEC L'IRAN EN CAS DE RETOUR DU JCPOA.

Selon des propos qu'aurait tenus l'Ambassadeur du Japon en Iran, rapportés par la presse locale, le Japon serait prêt à renforcer sa coopération économique

avec l'Iran si une réactivation de l'Accord de Vienne (JCPoA) advenait. Il aurait précisé que le secteur de l'énergie, le gaz naturel en premier lieu, constituerait un intérêt fort pour Tokyo, en rappelant que les entreprises japonaises ont maintenu des relations avec l'Iran après le retour des sanctions américaines, dans les domaines non soumis à sanctions secondaires (essentiellement dans le médical et l'humanitaire).

ISRAËL

1. EMPRUNT DE 8 MDS\$ SUR LE MARCHÉ DES CAPITAUX.

Israël vient d'emprunter sans difficulté 8 Mds USD sur le marché des capitaux étrangers, son offre ayant été souscrite 4,75 fois. C'est la plus importante émission internationale de Bons du Trésor israélien. Chaque semaine Israël emprunte de 3,5 à 4 Mds ILS (environ 1 Md USD), à un rythme deux fois plus soutenu qu'avant le 7 octobre.

2. AUGMENTATION DES RECETTES DE L'ÉTAT POUR FINANCER LA GUERRE.

Une taxe additionnelle de 6% sur les superprofits bancaires a été votée pour les années budgétaires 2024 et 2025. On estime son rendement à environ 700 M USD par an (2,5 Mds ILS). Parallèlement, pour éviter que les banques ne transfèrent le coût de cet impôt à leurs clients, l'État a mis en place un mécanisme de surveillance des frais bancaires.

Par ailleurs, depuis 2008, les immigrants olim bénéficient d'un avantage fiscal car ils n'ont pas à déclarer leurs capitaux et revenus d'origine étrangère pendant 10 ans. Cette exemption est abondamment utilisée par les foyers fiscaux les plus riches qui s'installent en Israël mais elle va à l'encontre de l'obligation de transparence fiscale qui est faite à Israël dans le cadre de l'OCDE. Le ministère des Finances a donc proposé de la supprimer, ce qui pourrait aussi renforcer les recettes budgétaires de l'État.

La Knesset a aussi approuvé une augmentation du taux de TVA de 17% à 18% à partir du 1^{er} janvier 2025. Cette mesure devrait augmenter les recettes de l'État de 1,8 Md EUR (7,2 Mds ILS).

3. HAUSSE DE L'EXCÉDENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET MAINTIEN DES IDE À HAUT NIVEAU EN 2023.

L'excédent de la balance des paiements s'est établi en 2023 à 25,3 Mds USD, soit +22,8% par rapport à 2022 (20,6 Mds USD) et +30,4% par rapport à 2021 (19,4 Mds USD). Le déficit des échanges de biens de -19,7 Mds USD en 2023 est compensé par un

excédent des échanges de services de +38,7 Mds USD. Les exportations des services liées à la Tech représentent 74% des échanges de services, c'est le moteur principal du commerce extérieur d'Israël, avec l'armement.

En matière d'investissements directs étrangers (IDE), le niveau reste élevé depuis plus de cinq ans : 16,4 Mds USD en 2023, 23 Mds USD en 2022 et 19 Mds USD en 2021.

JORDANIE

1. APPROBATION DE LA LOI DE FINANCES 2024.

La loi de finances pour 2024 a été approuvée par décret royal, sans changement majeur par rapport au projet de budget. Pour rappel, les dépenses devraient s'élever à 12,4 Mds JOD (17,4 Mds USD) en 2024 – hausse de +8,22 % par rapport au PLF 2023 –, tandis que les recettes publiques devraient atteindre 10,3 Mds JOD (14,5 Mds USD) – hausse de +7,63 % par rapport à 2023 – avec 724 M JOD (1 Md USD) de dons étrangers. Selon la loi de finances 2024, le déficit budgétaire (dons inclus) devrait ainsi s'établir à -5,4 % du PIB, contre -5,2 % en 2023.

2. LANCEMENT D'UNE STRATÉGIE NATIONALE D'INCLUSION FINANCIÈRE.

La Banque Centrale de Jordanie a lancé sa stratégie nationale d'inclusion financière pour la période 2023-2028, élaborée en collaboration avec la Banque Mondiale. Cette stratégie vise notamment à accroître l'accès aux services et produits financiers des femmes, des jeunes, des réfugiés, des micro entreprises et des PME. Le gouverneur, Adel al-Sharkas, a énoncé les principaux objectifs : le taux d'inclusion financière doit passer de 43,1 % à 65 %, l'écart entre les hommes et les femmes pour l'accès aux produits et services financiers doit être réduit et passer de 22 % à 12 % et le pourcentage de comptes bancaires détenus par des micro entreprises et des PME doit passer de 52,4 % à 75 %. La stratégie suit par ailleurs un principe d'utilisation durable et responsable des produits et services financiers.

3. S & P MAINTIEN LA NOTE SOUVERAINE DE LA JORDANIE À « B+/B » AVEC UNE PERSPECTIVE STABLE.

L'agence de notation Standard and Poor's (S&P) maintient la note souveraine de la Jordanie à « B+/B » avec une perspective stable. La décision de l'agence de notation s'appuie sur la mise en œuvre par les autorités jordaniennes d'un ensemble de réformes et sur le maintien de la stabilité politique et économique du royaume malgré le contexte régional, lesquels devraient permettre de maîtriser le

déficit budgétaire et la dette dans les années à venir. S&P mentionne aussi les liens étroits entre la Jordanie et les institutions internationales (approbation par le FMI d'un nouveau mécanisme élargit de crédit en janvier 2024) ainsi que les bailleurs de fonds étrangers.

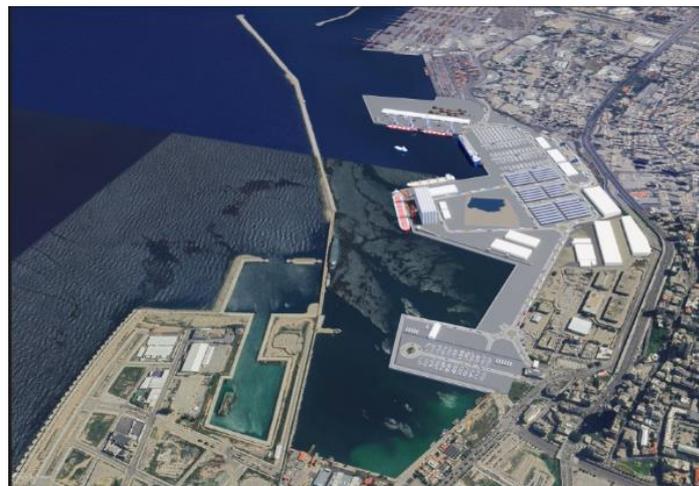
4. RENOUELEMENT DE LA CONCESSION DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL D'AMMAN.

L'accord portant sur l'extension de la durée de la concession de l'aéroport international Queen Alia été soumis, pour ratification, à la chambre des représentants. Pour rappel, en 2007, le gouvernement jordanien avait signé avec Airport International Group (AIG, détenu à 51% par le groupe ADP) un contrat de concession, sous la forme d'un Business-Operate-Transfer (BOT), pour une durée de 25 ans. Après la ratification du Parlement, la concession sera prolongée de 7 ans, soit jusqu'en 2039.

LIBAN

1. REMISE DU PLAN DE RECONSTRUCTION DU PORT DE BEYROUTH PRÉPARÉ PAR LA FRANCE.

Le Service Économique Régional de Beyrouth et le Port de Beyrouth ont organisé le 13 mars, en présence du Premier Ministre, du Ministre des Travaux publics et des Transports, du Directeur du Port de Beyrouth et de l'Ambassadeur de France, un évènement de remise officielle du plan de redressement du port de Beyrouth et des cahiers des charges pour lancer la réhabilitation des zones endommagées, préparés par les cabinets d'ingénierie français Artelia et Egis, et intégrant un plan de solarisation proposé par EDF. Ils s'accompagnent d'une évaluation de sureté portuaire conduite par Expertise France. Ces travaux ont bénéficié de l'appui du Grand port maritime de Marseille, engagé dans une coopération avec le port de Beyrouth. Financées par la DG Trésor (FASEP et FEXTE), ces études permettent d'envisager un redressement pragmatique, à coût réduit (entre 50 et 100 M\$) et autofinancé par le port de Beyrouth, infrastructure majeure pour l'économie et les finances publiques du Liban. Les prochaines étapes sont désormais le lancement du déblaiement des débris et la sécurisation des modalités d'auto-financement des travaux.



Vue d'artiste du plan réhabilitation du port de Beyrouth

2. BILAN DU « LEBANON CRISIS RESPONSE PLAN » EN 2023.

Le *Lebanon Crisis Response Plan* (LCRP) est une initiative conjointe de 2015 émanant du gouvernement libanais et de ses homologues bilatéraux et multilatéraux pour répondre à certains défis socio-économiques survenus depuis l'afflux de réfugiés syriens dans le pays. Depuis 2015, le Liban a reçu plus de 9,3 Mds USD, fonds destinés aux foyers libanais vulnérables, ainsi qu'aux réfugiés syriens et palestiniens présents dans le pays. Le LCRP a reçu 1,3 Md USD de contributions internationales en 2023, soit 34% des fonds nécessaires estimés par les Nations Unis pour cette année. Les décaissements du LCRP en 2023 ont majoritairement concerné la sécurité alimentaire (23%), le secteur de l'éducation (17%), le secteur de la santé (13%), l'assistance financière (13%) et la protection sociale (11%). Concernant l'assistance aux 1,3 millions de bénéficiaires, elle était répartie à 63% pour les déplacés syriens, 26% pour les foyers libanais vulnérables, et 11% pour des réfugiés palestiniens.

PALESTINE

1. POSSIBLES SANCTIONS DES ÉTATS-UNIS POUR LUTTER CONTRE LA COLONISATION ILLÉGALE EN CISJORDANIE.

L'administration Biden devrait très prochainement adopter de nouvelles sanctions contre deux avant-postes illégaux en Cisjordanie ayant servi de base à des attaques violentes contre des Palestiniens, ont déclaré trois responsables américains au site d'information Axios. Si cela se concrétisait, ce serait la première fois que des sanctions américaines visent des entités et pas uniquement des individus.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), on dénombre près de 500 attaques de colons israéliens contre des civils palestiniens en Cisjordanie depuis le 7 octobre. Un responsable américain a déclaré que les sanctions contre les deux avant-postes visaient à envoyer le message que les États-Unis ciblent non seulement des individus, mais aussi des entités impliquées dans le soutien logistique et financier aux attaques contre les civils palestiniens.

Le 1^{er} février, le président Biden avait signé un décret autorisant les États-Unis à adopter des sanctions contre la colonisation. Le 13 février, la France avait également adopté des mesures d'interdiction d'accès au territoire national à l'encontre de 28 individus responsables de violences.

2. PROJET DE PONT MARITIME POUR L'ACHEMINEMENT DE L'AIDE HUMANITAIRE À GAZA.

Alors que la situation humanitaire à Gaza devient de plus en plus critique et que les accès de l'aide dans la bande de Gaza restent extrêmement difficiles, en particulier dans le nord de l'enclave, le président américain a annoncé la construction d'un corridor maritime qui a suscité de nombreuses réserves.

D'une part, la construction du pont prendrait plus d'un mois, une fois toutes les autorisations obtenues et d'autre part, selon les experts humanitaires, seule l'ouverture des accès terrestres (notamment au nord de Gaza et donc du passage d'Erez) pourrait

vraiment changer la donne rapidement étant donné que les capacités d'acheminement sont beaucoup plus importantes par la voie terrestre.

2,2 millions d'habitants (sur les 2,4 de l'enclave) sont aujourd'hui menacés de famine selon les Nations Unies. On dénombre également 1,7 million de personnes déplacées.

SYRIE

1. ORGANISATION PAR L'IRAN D'UNE CONFÉRENCE COMMERCIALE SUR LA RECONSTRUCTION DE LA SYRIE.

L'Iran a organisé à Téhéran le 3 mars une conférence commerciale syro-iraniennne portant sur le marché de la reconstruction en Syrie. Plus de 150 entreprises iraniennes étaient présentes, ainsi que des représentants gouvernementaux des deux pays. L'objectif de ce forum était également de créer un Momentum pour l'affirmation d'accords commerciaux antérieurs. Le parlement syrien a ainsi ratifié le 3 mars les amendements à l'accord de libre-échange avec l'Iran, entraînant une réduction des droits de douane de 4% à 0%, déjà approuvés par la partie iranienne depuis septembre 2022. En parallèle, la Banque centrale iranienne a approuvé l'octroi d'une licence à une banque conjointe avec la Syrie. Celle-ci devrait débiter ses opérations à partir de 2025.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	398	255	366	522	51	18 *	18	8,2 *
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4498	3365 *	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6	-5,5 *
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-4,62	-7,67	-5,45	-4,2	-5,3	-1,3 *	-1,3	N/A
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	93	49	31	62	112	181	47	N/A
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A2	C	D	N/A	N/A
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	35,7	N/A	50,8	3	2	192,3	5,9	N/A
PMI	Statistiques officielles	48,1	N/A	50,8	47,4	N/A	48,4	N/A	N/A
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1761	336	282	1870	348	370	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1098	1629	41	1467	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME